

LE DRAME ALGÉRIEN...

«Nos soldats ne sont pas en Algérie pour faire la guerre mais, précisément, pour éviter de la faire».
Gouverneur Général Soustelle.

La France fut, jadis, paraît-il, le pays le plus spirituel au monde. A la «*lumière*» des récentes déclarations du proconsul de la République Française en Algérie, il faut bien admettre que cette époque est irrémédiablement révolue.

Qu'en cette année 1956, un homme, qui se qualifie lui-même de «*politique*», puisse déclarer, sans soulever un tollé général, que deux cent cinquante mille hommes de troupe font chaque jour le coup de feu en Algérie sans faire la guerre est... désarmant! Mais c'est bien la seule chose qui soit désarmante dans cette abominable tragédie où, chaque jour, des hommes se heurtent et s'entre-massacrent dans une lutte sauvage, implacable, sans quartier.

Car, n'en déplaise au naïf M. Soustelle, qui aurait beaucoup mieux fait de persévérer dans ses études historiques plutôt que d'aller s'ensanglanter les mains dans un drame guerrier sans honneur et sans gloire, l'Algérie est bien le théâtre d'une guerre.

Et de la pire des guerres: celle qui n'ose pas dire son nom. La guerre qui oppose un peuple asservi à ses oppresseurs, aggravée d'un conflit de races. La guerre sans lois et sans pitié qui n'épargne rien, ni personne. La guerre des embuscades et des guets-apens, la guerre des meurtres à la sauvette et des ratissages.

La guerre qui, en dehors de quelques brefs engagements, n'est pas autre chose qu'une série d'assassinats isolés, sauvages et réciproques.

«Il ne saurait être question d'engager un dialogue avec des bandits». Vraiment, monsieur Soustelle? N'avez-vous pas l'impression, à énoncer une telle sentence, de faire un pari stupide? Et votre mémoire est-elle à ce point défaillante que vous ne vous apercevez pas que de tels propos ont DEJA été tenus?

En France, par exemple, par les Allemands, quand la radio de Londres désignait quotidiennement et nommément les collaborateurs à abattre? Quand vous faisiez partie monsieur Soustelle, des «*bandits*» qui luttaient clandestinement pour libérer leur pays d'une occupation étrangère.

En Indochine, par vos collègues en proconsulats qui ont présidé à huit années de massacre «*sans faire la guerre*», jusqu'au jour où les «*bandits*» les ont contraints à quitter précipitamment le lieu de leurs tristes exploits.

En Tunisie, où les fellagha, traqués par l'Armée qui ne faisait pas la guerre sont aujourd'hui rentrés dans leurs foyers, honorés comme des combattants de la liberté.

Au Maroc où, après avoir déposé le sultan Ben Youssef et massacré ses partisans - «*sans leur faire la guerre*» - on a réinstallé le même Ben Youssef sur son trône en lui accordant, et même au-delà, tout ce qu'on lui avait refusé auparavant.

Soyons sérieux.

A qui fera-t-on croire qu'après la libération de la Syrie, du Liban, des Indes, de la Birmanie, de l'Indonésie, de l'Égypte, du Soudan, de la Libye, entre une Tunisie et un Maroc en marche vers une indépendance totale; on maintiendra une Algérie asservie.

A qui fera-t-on croire qu'un corps expéditionnaire de deux cent cinquante mille hommes ne peut réduire à merci quelques milliers de «*bandits*», si ces combattants n'étaient pas aidés, ravitaillés, protégés et encouragés par la quasi-totalité du peuple algérien?

A qui fera-t-on croire que l'Algérie acceptera la fameuse intégration, chère au naïf Mr. Soustelle, et renoncera à une existence autonome ?

«*Il n'y a pas de traditions nationales algériennes*», affirment ceux qui usent de cet argument pour maintenir les Algériens en servage. Mais y avait-il une nationalité libyenne? Ce qui n'a pas empêché ce pays d'accéder à l'indépendance.

En fait, il serait plus juste de dire qu'il n'y AVAIT pas de concept national algérien: c'est nous qui l'avons fait naître. CE SONT LES PEUPLES D'OCCIDENT QUI, INCAPABLES DE SE LIBERER EUX-MEMES DES MYTHES SANGLANTS DU NATIONALISME ET DU MILITARISME, LES ONT INCULQUES AUX PEUPLES INDIGENES. Par un choc en retour, nous subissons les conséquences de cet enseignement.

Tout la tragédie de notre temps, qui a plongé la première moitié de ce siècle dans un bain de sang, tient dans la survivance d'idéologies et de structures que condamnent l'évolution du monde.

Toutes les déclarations grandiloquentes du genre: «*L'Algérie fait partie intégrante de la République Une et Indivisible*» ne changeront rien à la réalité de ce drame dont l'affaire algérienne n'est qu'un épisode.

En fait, la «*présence*» française en Algérie ne se justifie, selon les propres aveux de Soustelle, que par des considérations impérialistes: «*Perdre l'Algérie serait perdre l'Afrique française tout entière*».

C'est en vertu de cet «*impératif absolu*» que deux cents cinquante mille soldats de l'Armée française font la guerre, non pas, en effet au peuple algérien, mais à l'Histoire.

Une guerre perdue d'avance. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons: l'avenir n'est pas à la multiplication des cloisonnements nationaux, derrière lesquels s'asphyxient les peuples mais, au contraire, à leur disparition. Les idéologies meurtrières du nationalisme sont condamnées par l'évolution des techniques modernes qui réclament impérieusement la libre circulation dans un monde où les distances s'abolissent chaque jour un peu plus.

Mais on ne pourra faire comprendre aux peuples colonisés l'inanité des luttes pour d'illusoires indépendances nationales que dans la mesure où les peuples colonisateurs, montrant l'exemple, renonceront eux-mêmes à se réclamer du nationalisme.

Alors, la voie sera ouverte à une organisation rationnelle de la planète, à laquelle participeront les peuples de toutes les races, la voie sera ouverte à la réalisation d'une vaste communauté des peuples que ne séparera nulle frontière, mais où chaque groupe ethnique conservera sa propre personnalité.

Maurice FAYOLLE.
